

DIALOGUE EURO-ARABE

LE PROCESSUS DE GENÈVE

TISSE SA FEUILLE DE ROUTE



L'EX-AMBASSADEUR ALLEMAND HORST WOLFRAM KERLL, VICE-PRÉSIDENT DE LA FDMEA.

© ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 17 NOVEMBRE 2016

Lancé officiellement en mai dernier à Genève, l'Appel à la relance du dialogue méditerranéen et euro-arabe étoffe son plan d'action. Pour la première fois, un enjeu de stratégie internationale sera préalablement soumis à la société civile des deux rives de la Méditerranée.

PAR REBECCA THORSTEIN

«Face à Daech, j'ai espoir dans le processus lancé à Genève.» L'universitaire français Kader Abderrahim, auteur de *Daech*¹, participait à Genève, les 17 et 18 novembre 2016, à une réunion très attendue par les promoteurs du dialogue méditerranéen et euro-arabe (voir liste en page 17). Le lendemain, dans les colonnes de la *Tribune de Genève*, cet historien de l'islamisme laissait éclater son espoir quant à la réussite de ce dialogue, une démarche fondamentale, selon lui, pour «venir à bout du radicalisme».

La réunion du 17 et 18 novembre a marqué le départ d'un Partenariat académique entre une vingtaine d'instituts de recherche en Europe et dans les pays arabes². C'est un moment crucial dans ce processus visant à créer, à terme, un espace de paix et de stabilité de part et d'autre de la Méditerranée. À Genève, les chercheurs se sont engagés à réaliser une mission gigantesque: consulter la société civile sur les deux rives de la Grande Bleue. Ce travail aboutira à la publication d'un «Livre blanc», «qui servira de fondement à un accord-cadre de coopération et de sécurité entre les États qui adhérent au processus», explique Alain Clerc, initiateur de ce mouvement lancé officiellement à Genève le 18 mai 2016³.

Ancien haut-fonctionnaire de la Confédération, président de la Fondation pour la promotion du dialogue méditerranéen et euro-arabe (FDMEA), créée en 2013, le Genevois rappelle le rôle décisif joué par la société civile dans la préparation du Sommet de la Terre en 1992, qui inaugura le concept de développement durable. Dans le cadre du dialogue euro-arabe, «pour la première fois, la société civile sera associée à un enjeu géo-stratégique international», analyse Alain Clerc. «Le moment est historique.» Le président de la FDMEA

considère que seule cette approche par le bas est susceptible de dépasser l'enlisement du *Processus de Barcelone*, lancé en 1995, et l'échec relatif de l'*Union pour la Méditerranée* en 2008. Ces tentatives de rapprochement entre le nord et le sud de la Méditerranée «n'impliquaient que les gouvernements et les diplomates», observe l'ancien haut-fonctionnaire suisse.

Reste maintenant à réaliser la consultation de la société civile entre les deux rives de la Méditerranée. Associé très tôt au processus de Genève, le *Global Studies Institute* de l'Université de Genève a déjà effectué des «travaux d'écoute» sur le terrain entre l'automne et l'hiver 2015. Cette première incursion a donné lieu à un document de synthèse publié en janvier⁴. Trente-sept pages qui dressent «un panorama contrasté des sociétés civiles dans le monde arabe, façonnées par les contextes historiques, politiques socio-économiques et culturels propres aux pays dont elles sont issues.» Sorte de boussole, cette étude pose des préalables à la réussite de la consultation.

Partant de ce document, la première réunion du Partenariat académique a permis d'écarter les grandes lignes d'une feuille de route. «Le but immédiat est aujourd'hui de trouver les deux millions de francs nécessaires à la consultation», admet le professeur Luis Martinez, directeur de recherche à Sciences Po, à Paris, qui a présidé la première session du Partenariat académique. «La prochaine action consiste à engager deux ou trois États à soutenir activement cette démarche», précise l'ex ambassadeur allemand Horst Wolfram Kerll, vice-président de la FDMEA.

Approchée, la Confédération «salue», par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Didier Burkhalter, cette initiative «en se félicitant tout particulièrement de l'engagement de la société

civile dans un dialogue constructif et préalable, en soulignant la démarche visant à constituer un Partenariat académique», sous le leadership de l'Université de Genève.

Ce soutien est nécessaire pour réaliser le *Livre blanc* prévient M. Clerc, en précisant que «le processus de dialogue ne se réalisera pas dans la précipitation. Il sera long et complexe», écrivait-il dans une tribune publiée dans *La Cité* en juillet dernier. «Dans un premier temps, les États ont intérêt à se cantonner dans l'expectative, mais avec une attitude bienveillante et attentive, en appelant les sociétés civiles à occuper le terrain de la concertation avec l'appui des milieux académiques qui peuvent utilement accompagner cette démarche. Ce n'est que lorsque le dialogue aura porté ses fruits, qu'une négociation plus formelle pourra être engagée avec tous les États intéressés à jeter les bases d'un nouveau dessin pour les relations euro-arabes.»

ASPIRATIONS ET PRÉOCCUPATIONS

Dans l'esprit de ses promoteurs comme dans l'étude de l'Université de Genève, la conduite du processus est fermement tracée. Une Commission politique. Une Commission politique a été créé en début d'année pour diriger ce mouvement (page 17). À sa tête, Miguel Moratinos, ex-ministre espagnol des Affaires étrangères, s'est rendu à Strasbourg, en novembre, où il a tenu un «vibrant plaidoyer», assure M. Clerc, devant un groupe de députés européens. «La discussion ainsi que les questions posées par les élus ont confirmé la validité et l'intérêt de notre démarche.»

Mi-novembre, le projet a été présenté au chef de l'État libanais, Michel Aoun, «qui lui a réservé un très bon accueil», ajoute M. Clerc. Infatigable ambassadeur du dialogue euro-arabe, Miguel Moratinos a rencontré, toujours en novembre, la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, à Doha, au Qatar. Le marathon se poursuivra en 2017. L'Espagne est invité à se rendre en Tunisie, en Algérie et dans les Émirats arabes unis.

«L'Europe et le monde arabe pourraient tenter de gérer chacun de leur côté leurs problèmes, s'ils n'étaient pas intimement liés. Mais paradoxalement, ils le sont», analyse Alain Clerc. «Ils ont besoin l'un de l'autre pour s'extraire d'une situation délétère qui les menace, à travers, d'une part, la montée des populismes susceptibles d'aneantir les fondements démocratiques des pays européens, et, de l'autre, le péril que font peser les fondamentalismes religieux sur le développement des pays arabes.» Selon le président de la fondation genevoise pour le dialogue euro-arabe, «la marginalisation et l'insuffisante prise en compte des aspirations de la société civile, tant en Europe que dans le monde arabe, sont à l'origine de ces dangers».

Le premier coup de sonde opéré, en 2015, en Algérie, Maroc, Tunisie et Égypte, montre que, dans ces pays, les préoccupations ne sont pas si éloignées des nôtres. Les thèmes de la démocratie et des médias sont emblématiques. Au Maroc, peut-on lire dans l'étude préliminaire du *Global Studies Institute*, l'aspiration démocratique «prend les contours d'une revendication de «démocratie participative» qui autoriserait les associations à s'imposer non en acteur concurrentiels par rapport aux gouvernants mais en «médiateurs», en partenaires de ceux-ci dans la réalisation du bien commun». Dans le cas de l'Égypte, c'est une «entière redefinition de la philosophie de l'État au sujet

de la société civile qui est requise par cette dernière. Elle passerait par la prise en compte revendications politiques comme le droit de s'organiser, la participation des citoyens à la sphère publique, et la plus grande implication de la société civile aux échelons régionaux et internationaux au regard des enjeux actuels.»

Quant aux médias, en Algérie, «ils sont vilipendés par les représentants de la société civile, taxés de manque d'éthique autant que d'un professionnalisme insuffisant. Les organes publics sont accusés de n'être que des relais pour les discours officiels et les médias privés de se laisser instrumentaliser par des groupes d'intérêts.» En Tunisie, relèvent enfin les chercheurs, «la société civile a su se mobiliser plusieurs fois lorsqu'il lui est apparu que l'indépendance récemment conquise des médias, était menacée. Même si la professionnalisation du secteur reste à parfaire, la liberté de la presse est unanimement reconnue comme l'un des principaux acquis de la révolution. Et pour la société civile, elle ne saurait être remise en cause.»

Comment les sociétés civiles arabes perçoivent-elles l'Europe? À cette question, l'enquête préliminaire apporte des réponses différenciées, oscillant entre la crainte et le souhait d'améliorer le dialogue. «Le travail dans ce domaine doit être approfondi», affirme Alain Clerc. «Il est alors fondamental de s'assurer que le Partenariat académique aboutisse dans les meilleurs délais et avec la plus grande efficacité à des résultats concrets», poursuit-il. «Des résultats qui donneront lieu à un Livre blanc, un instrument indispensable pour promouvoir un nouveau dialogue et des modalités de rapprochement euro-arabe.»

LE MODÈLE BRUNDTLAND

Pour réaliser ce *Livre blanc*, les promoteurs du dialogue euro-arabe s'inspirent «de la démarche et consensuelle mais très complète et rigoureuse du rapport Brundtland». Il y a bientôt trente ans, en 1987, à la tête de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, mise en place par l'ONU, Gro Harlem Brundtland, ancienne Première ministre de Norvège, publiait un rapport intitulé *Our Common Future* (Notre avenir à tous), qui a servi de fondement au Sommet de la Terre de 1992. Dans ce texte historique, pour la première fois, figure l'expression *développement durable*, ou, plus précisément, car c'est le terme employé officiellement par les agences onusiennes, de *développement soutenable*.

Le mandat confié par les Nations unies à Gro Harlem Brundtland était de «mener un programme de coopération internationale et pluridisciplinaire sur les problèmes environnementaux et écologiques», se souvient Alain Clerc. «Nous étions en 1983, et il a fallu attendre quatre ans pour que sa commission, composée de 23 personnes issues de 22 pays, publie son rapport.» Pour ce faire, la Commission a auditionné de nombreux acteurs de la société civile issus de toutes les régions du globe. «Décideurs politiques, ONG, citoyens, chefs d'entreprise, représentants d'institutions internationales ont ainsi été écoutés tandis que 75 études différentes étaient commandées à des experts», détaillent les chercheurs du *Global Studies Institute*.

Ainsi, poursuit Alain Clerc, «l'idée est d'aller aussi loin que possible dans la collecte d'informations et dans la recension d'avis autorisés. Ceci afin de disposer d'un matériau susceptible de constituer une base de travail visant des objectifs politiques communs autour de la négociation d'un accord-cadre euro-arabe de coopération et de sécurité». Aspirant à



SMAIL GOUMEZIANE, ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE DE L'ALGÉRIE.

© ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 17 NOVEMBRE 2016



© ALBERTO CAMPI / 2016

ALAIN CLERC
PRÉSIDENT DE LA FONDATION POUR LA PROMOTION DU DIALOGUE MÉDITERRANÉEN ET EURO-ARABE

répliquer le modèle historique de la Commission Brundtland, le président de la FDMEA rappelle que «ce qui donne une dynamique et une raison à un nouvel espace de coopération, ce n'est pas d'appartenir à un groupe ethnique commun, ni de partager les mêmes coutumes ou la même langue, c'est d'avoir partagé un passé commun et de vouloir lui insuffler un nouveau sens, c'est ainsi que nos nations se sont développées.» Après le Partenariat académique de la mi-novembre, la prochaine étape aura lieu le 9 décembre: la Commission politique présidée

COMMISSION POLITIQUE POUR LA RELANCE DU DIALOGUE MÉDITERRANÉEN ET EURO-ARABE

MIGUEL ÀNGEL MORATINOS
ancien Ministre espagnol des Affaires étrangères

ENRICO LETTA
ancien Premier ministre italien

GIORGIOS PAPANDREOU
ancien Premier ministre grec et ex-Ministre des Affaires étrangères

BENITA FERRERO-WALDNER
ancienne Commissaire européen chargée des relations extérieures et ex-Ministre des Affaires étrangères

GÜNTER GLOSER
ex-ministre allemand aux Affaires étrangères, président du Groupe parlementaire allemand-maghrébin

CARLO SOMMARUGA
député au Parlement suisse et ex-président de la Commission de politique extérieure

ANDREY AZOULAY
conseiller de Mohammed VI, roi du Maroc

AMR MAHMOUD MOUSSA
ancien Ministre égyptien des Affaires étrangères

AHMEDOU OULD-ABDELLAH
ancien Ministre mauritanien des Affaires étrangères

HUBERT VÉDRINE
ancien Ministre français des Affaires étrangères

MICHEL VAUZELLE
vice-Président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale et ancien Ministre français de la justice

LEILA SOLH HAMADE
présidente de la Fondation du prince Al-Waleed ben Talal et ancienne Ministre libanaise de l'industrie

YAD BEN ACHOUR
juriste et ancien Président de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution tunisienne

ALAIN CLERC
président de la Fondation pour la promotion du dialogue méditerranéen et euro-arabe (FDMEA)

1. *Daech, histoire, enjeux et pratiques de l'État islamique*. Paru en septembre dernier aux éditions Eyrolles, il parcourt un siècle d'histoire de l'islamisme.

2. La liste de ces institutions est consultable sur le site www.fdmae.org. À ce jour, plus d'une quarantaine ont souligné leur intérêt. Mais seulement une vingtaine a pu envoyer, les 17 et 18 novembre, un représentant à Genève.

3. Le coup d'envoi a été donné par Miguel Moratinos, ancien ministre espagnol des Affaires étrangères et président de la Commission qui dirige le processus, lors d'une conférence à l'Université de Genève. Lire l'article du 19 mai 2016 sur le site de *La Cité*: «Seules les sociétés civiles peuvent relancer le dialogue entre l'Europe et le monde arabe.»

4. Intitulé «Les sociétés civiles arabes et leurs préoccupations actuelles», ce concept paper a été rédigé par Akram Belkaid, Luis Martinez, Angélique Mounier-Kuhn.